



# COMMUNIQUE DE PRESSE

**Mardi 12 juillet 2005**

## **Les gouvernements ne sont pas assez actifs pour endiguer la prolifération des armes – La conférence de l’ONU doit prendre des mesures**

Tandis que les gouvernements se réunissent aux Nations Unies à New York cette semaine pour évaluer leurs progrès dans le cadre du Programme d’Action de l’ONU, un projet indépendant de recherche mondiale démontre que quatre ans après la signature de l’accord, peu de résultats ont été obtenus.

Le rapport, « Examen de la mise en œuvre du Programme d’Action de l’ONU » (*Examining the Implementation of the UN Programme of Action*), présenté aujourd’hui au siège de l’ONU, démontre que pratiquement aucun engagement en matière d’armes légères n’a été respecté au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, et dans la majeure partie de l’Asie. D’autres pays, y compris certains Etats d’Afrique de l’Est, d’Europe centrale et orientale, ainsi que des Amériques, ont fait quelques progrès limités, mais beaucoup reste à faire. Ce rapport a été préparé par IANSA et le projet *Biting the Bullet*.

Des membres de IANSA du monde entier participent à la réunion cette semaine afin de faire pression sur les gouvernements pour qu’ils respectent leurs engagements. Chaque semaine, des milliers de personnes meurent des suites de violences dues aux armes à feu, et chaque année des millions d’autres sont blessées, violées, torturées ou forcées de fuir.

« Les gouvernements ont pris des engagements en 2001 afin d’endiguer la prolifération des armes, et ils n’ont pas encore tenu leurs promesses. La disponibilité incontrôlée d’armes à feu coûte des vies et mine tout effort pour soulager la pauvreté », a déclaré Rebecca Peters, directrice de IANSA.

Le nouveau rapport démontre que :

- Moins de 40 Etats ont mis en place des lois pour contrôler les courtiers en armes, et les réglementations de nombreux pays en matière de transferts d’armes sont inadéquates ou désuètes.
- Plus de 100 Etats n’ont toujours pas créé d’organes gouvernementaux afin de coordonner leurs actions nationales en matière d’armes légères – une mesure minimale pour la mise en œuvre de ces engagements.
- Seuls 18 Etats ont développé une stratégie nationale spécifique aux armes légères, et seuls 14 autres ont entamé des discussions à cette fin.
- Plus de 120 Etats n’ont toujours pas révisé leurs législation et réglementation sur les armes légères.

Le rapport met en lumière un certain nombre d'Etats qui ont pris des mesures positives, en particulier pour la gestion de leurs stocks d'armes et la récolte d'armes. Mais l'échelle de ces interventions ne leur permettra d'avoir qu'un impact local ou marginal sur les centaines de milliers de morts par armes à feu qui se produisent chaque année.

Le rapport en appelle aux gouvernements afin qu'ils prennent des mesures urgentes, en particulier :

- Le développement de plans d'actions nationaux détaillés pour le contrôle des armes légères
- L'établissement de Commissions nationales afin de coordonner leurs actions sur les armes légères, en impliquant tous les principaux ministères gouvernementaux et organisations de la société civile
- La coopération afin de remonter les filières d'approvisionnement en armes illicites, et d'identifier les points de détournement de ces armes du marché légal vers le marché illégal

« Il est inacceptable que, quatre ans après l'adoption du Programme d'Action de l'ONU, si peu de progrès concrets aient été faits. Tandis que les gouvernements piétinaient, des centaines de milliers de personnes ont péri. Nous faisons appel aux gouvernements afin qu'ils prennent des mesures urgentes pour faire face à cette tragédie », a déclaré Paul Eavis, directeur de Saferworld.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

*A New York :*

Anthea Lawson            +1 347-831-4081

*A Londres :*

Cathy Bartley            +44 (0)20 7635 1593 / +44 (0)7958 561 671

Faraza Farook            +44 (0)20 7065 0869 / +44 (0)7944 734 120

**IANS**A est un réseau global de plus de 600 organisations de la société civile, y compris des groupes de soutien aux victimes, des activistes des droits de l'homme, des professionnels de la santé et des instituts de recherche.

**Biting the Bullet** est un projet conjoint de International Alert, Saferworld, et l'Université de Bradford au Royaume-Uni.